



# PAR LA BANDE...

UN JOURNAL ÉLECTRONIQUE CITOYEN

ANNÉE 2017, NO. 11

MARS 2017

## *Par la bande... Pourquoi ?*

Depuis sa création en 1988, le Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM) se fait un devoir de mettre sur pied des activités de formation qui répondent aux besoins du mouvement communautaire. En tant que lieu d'information, d'analyse, d'apprentissage et de citoyenneté, le CFCM s'efforce également de susciter, grâce aux formations et aux événements qu'il appuie, la réflexion et le partage des idées.

Malgré l'intérêt manifeste du mouvement communautaire pour les questions qui touchent aux grands enjeux sociaux, nous avons constaté qu'il était de plus en plus difficile de réunir les organismes autour d'activités qui traitent de ces thèmes. Jugeant toutefois qu'il est primordial que les groupes communautaires se penchent sur ces questions qui touchent l'actualité et les milieux dans lesquels ils agissent, le CFCM a lancé *Par la bande...* pour vous amener à réfléchir sur ces enjeux. À travers ce journal, nous souhaitons donc encourager la réflexion, le partage et la discussion au sein des différents acteurs du mouvement communautaire.

On vous incite donc à réagir aux chroniques qui vous sont présentées dans ce numéro en nous faisant parvenir vos opinions, ou encore en discutant de celles-ci *Par la bande...*

## **La contestation sociale: qu'ossa donne?**

Nous vivons dans une époque pleine de paradoxes. Parmi ceux-ci, l'individualisme souvent décrié dans des sociétés dites développées laisse place de plus en plus à des mouvements citoyens, reflet d'une aire de solidarité renouvelée. Partout sur la planète, inégalités sociales, conflits de religions ou d'idéaux politiques et crises de tous genres font naître une résistance sociale et transforment la vie collective.

Au Québec, la rigueur financière imposée par le gouvernement québécois (pour ne pas dire les mesures d'austérité budgétaires visant le redressement des finances publiques) a provoqué de multiples mouvements revendicateurs. Les enjeux étaient et demeurent énormes : survie de groupes communautaires, services essentiels en éducation et dans les soins de santé, etc. Ces réformes et politiques d'austérité auront, à elles seules, plongé le Québec dans un cynisme sans précédent, un cynisme ressenti dans toutes les régions et chez toutes les sphères sociales. Néanmoins, cela a permis aux groupes communautaires de s'organiser et de former une certaine résistance. Ces groupes utilisent différentes formes de contestation, notamment : la manifestation, l'occupation, la grève et la sensibilisation de l'opinion publique.

On peut certainement croire que l'utilisation judicieuse de ces stratégies revendicatrices a permis aux organisations d'obtenir des gains significatifs pour l'avancement de leur cause. Mais jusqu'où vont ces gains? La résistance sociale a certes un impact, mais les mouvements de revendication font naître une série de questions qui méritent qu'on s'y attarde. Parmi ces questions :

- Est-ce que le gouvernement se préoccupe des mouvements de grèves et des efforts de revendication?
- Quels sont les moyens les plus judicieux pour avoir l'appui de l'opinion publique?
- Quels sont les indicateurs qui permettent de valider le succès d'une lutte, d'une contestation?

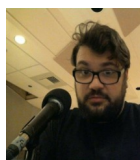
Dans le présent numéro du journal *Par la bande*, la thématique de la contestation sociale sera abordée sous plusieurs angles afin de répondre, en partie du moins, à ces différentes questions. Bonne lecture!

### SOMMAIRE



#### LES CONSÉQUENCES DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET DE LA CONTESTATION

*Par Pascale Dufour*  
Page 2-3-4



#### PLAIDOYER POUR UNE RÉSISTANCE PERPÉTUELLE

*Par Adis Simidzija*  
Page 5-6



#### LES MOYENS DE PRESSION SONT-ILS EFFICACES?

*Par Marc Benoît*  
Page 7-8

## LES CONSÉQUENCES DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET DE LA CONTESTATION



Madame Pascale Dufour est responsable du programme de Mineure en études féministes des genres et des sexualités à l'Université de Montréal. Elle travaille principalement sur les mouvements sociaux et l'action collective en perspective comparée.

Une des préoccupations majeures des acteurs collectifs engagés dans des actions de protestation concerne la pertinence et ou la portée de leurs actions. Mais à quoi servent les mouvements sociaux et leur mobilisation ?

Par exemple, la plus grande manifestation de l'histoire des États-Unis le 21 janvier 2017, le lendemain de l'assermentation de Donald Trump à la présidence, a rassemblé entre 2,5 millions et 3 millions de personnes à travers le monde. Ces mobilisations vont-elles changer quelque chose au mandat des républicains ou ne seront-elles qu'une démonstration de force sans lendemain ? Cette question est d'autant plus légitime que la perception de l'efficacité de l'action est le déterminant majeur de l'engagement. De manière tout à fait évidente, les chercheurs en sciences sociales ont confirmé que si une personne ne croit pas à l'efficacité de son action, il y a de très bonnes chances qu'elle amorce un processus de désengagement. Il s'agit donc d'une question

cruciale pour les organisations qui participent aux luttes sociales.

Cependant, les attentes qu'on porte sur les actions des mouvements ne sont généralement pas réalistes, dans la mesure où elles ne tiennent pas compte de la position de ces acteurs dans le jeu politique, de leur rôles et fonctions. Par exemple, il semble évident que les mouvements ne gagnent pas les élections puisqu'ils ne s'y présentent pas; il est donc rare que les médias ou les observateurs leur en fassent le reproche. La situation est différente avec les politiques publiques : combien de fois a-t-on reproché aux mouvements de ne pas avoir empêché la mise en œuvre d'une réforme impopulaire (en santé, en éducation) ? Or, les mouvements ne sont pas aux commandes des politiques publiques, ce ne sont pas eux qui peuvent faire et défaire les politiques. Autrement dit, s'attendre à ce que les mouvements et leur protestation aient un impact direct sur les politiques est une erreur de jugement ; ils ne peuvent accomplir ce que les politiciennes et les politiciens eux-mêmes ne peuvent réaliser dans l'opposition parlementaire, c'est-à-dire changer les politiques publiques. Alors, à quoi servent les mouvements sociaux ? Il remplissent au moins cinq fonctions centrales dans nos démocraties sur lesquelles il est important de revenir :

1- Par la contestation en dehors des institutions, les mouvements de protestation forment des contre-pouvoirs nécessaires, qui vont de la vigilance face aux pouvoirs en place (par exemple la coalition ayant donné naissance au Réseau de Vigilance en 2003 au

moment de l'élection du gouvernement Charest) au blocage du système lors de conflits plus tendus (par exemple, le blocage du pont Mercier en 1990 lors de la crise d'Oka);

2- Les mobilisations sont des interruptions dans la vie politique normale et c'est pour cela qu'elles apportent des changements importants au débat public en ajoutant de nouveaux enjeux (comme l'inégalité sociale), en permettant à des solutions alternatives de devenir des solutions potentielles (comme le revenu minimum garanti ou la taxe Tobin) et être débattues publiquement. Les groupes protestataires participent ainsi aux transformations de nos univers mentaux en poussant les limites de ce qui est considéré comme possible et en refondant l'action politique dans des directions où elle n'aurait pas été sans eux;

3- Dans certains contextes, les mobilisations participent à l'adoption de nouvelles mesures ou de nouvelles politiques. Il s'agit cependant d'un objectif de long terme qui nécessite de travailler avec des groupes d'intérêt à l'extérieur et à l'intérieur de l'État, qui bénéficient d'accès plus direct aux canaux institutionnels, qui vont « porter le dossier » auprès des décideurs politiques et qui disposent de plus de ressources. L'impact sur des politiques publiques n'est jamais immédiat et n'est jamais direct. L'exemple de la bataille menée par le Collectif *Un Québec sans pauvreté* est une très bonne illustration de ce phénomène. Il a fallu 10 ans de travail en coalition pour convaincre des fonctionnaires, qui ont convaincu des politiciens,

qui ont convaincu le Premier ministre et l'ensemble des députés de la pertinence de faire adopter une loi-cadre contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2002). Mais comme nous l'avons vu en 2016, cette victoire n'a pas empêché la Loi 70 d'être adoptée, alors même que celle-ci prévoit une réduction drastique de la prestation des personnes qui ne participent pas aux formations imposées par l'État. Les victoires d'un jour peuvent se transformer en défaite quelques années plus tard.

4- Les actions des mouvements peuvent aussi avoir un impact important sur les autres acteurs politiques. Par exemple, les mobilisations étudiantes du printemps 2012 ont eu un impact sur les syndicats et les autres groupes de la société civile, qui se sont questionnés sur leurs stratégies et leur mode de décision interne. Ces dynamiques sont fréquentes et rarement prises en compte lorsqu'on mesure les effets des mouvements. Dans certains contextes, un mouvement populaire peut même contribuer à la naissance de nouvelles formations politiques, comme le mouvement des Indignés en Espagne et le parti politique Podemos.

5- Finalement, les mouvements, par l'intermédiaire de leurs syndicats, organisations, réseaux, militants, porte-parole, que nous pouvons fréquenter dans différents milieux, et par l'exposition médiatique de leur discours, participent à la formation politique (et populaire) des résidents. Ce sont eux qui prennent le relais des institutions scolaires, ce sont eux qui assurent une formation politique toute la vie. Sans eux, il n'y a plus de transmission, il n'y a plus de culture politique forte. Ils jouent un rôle absolu-

ment primordial à ce sujet.

Il est difficile de parler de gains ou de défaites dans le cas des batailles sociales : les luttes ne sont pas instantanées, elles peuvent prendre du temps, connaître des reculs, elles agissent comme un processus dynamique dont la destination n'est pas connue d'avance. Bien sûr, certains contextes sont plus difficiles que d'autres pour les mobilisations et le contexte actuel est particulièrement fermé : les mouvements sont sur la défensive depuis plus de 15 ans parce que les politiques mises en place attaquent des droits sociaux chèrement acquis, transforment les structures de gouvernance pour limiter leur pouvoir, restreignent leur pouvoir d'opposition par des mesures répressives visant les droits civiques, contournent les garde-fous institutionnels qui pouvaient parfois servir de leviers aux mouvements (comme le BAPE). Par effet domino, la force de proposition des groupes en lutte, par exemple ceux en défense des droits, tend à diminuer, ce qui a un impact en retour sur les autres acteurs sociaux, qui ont perdu une source de créativité et d'imaginaire social dans la lutte contre le néo-libéralisme. Nous manquons tous d'horizon politique.

Dans ce contexte, il est même extrêmement difficile pour les acteurs sociaux de faire des gains au niveau symbolique. Le cas de l'aide sociale est un excellent exemple. En 15 ans, les groupes (et les personnes concernées) ont perdu sur toute la ligne : la Loi 70 remet en cause le barème-plancher de la prestation, l'absence de contrepartie obligatoire et revient à une compréhension hyper-individualiste et étriquée de la solidarité sociale. C'est le marché qui devient la source première et non encadrée du

bien-être des individus, même ceux dans le besoin, et la responsabilité individuelle le mantra du gouvernement. À part le cas de la formation générale, qui semble devenir une formation acceptée par les services d'emploi, nous sommes revenus à la conception du gouvernement Bourassa de la fin des années 1980. Il ne manque plus que les bouboumacoutes pour surveiller les prestataires et identifier les fraudeurs pour que tous les gains obtenus par le Collectif pour un Québec sans pauvreté apparaissent réduits à néant! Sur papier, nous pourrions parler de défaite. Mais dans les faits, toutes les options demeurent possibles, ouvertes, sur la table. Il s'agit d'attendre ou de créer la conjoncture favorable à l'action collective et au changement.

### **Quelles sont les bonnes stratégies pour un groupe ou un mouvement qui voudrait se mobiliser ?**

Dans les écrits académiques, il n'y a pas de recettes prêtes à appliquer. Néanmoins, certaines étapes des actions collectives reviennent de manière récurrente : faire l'analyse politique de la situation en fonction des contextes spécifiques et globaux; faire l'inventaire des forces et des faiblesses en présence, des opportunités politiques qui s'ouvrent ou pas et de la pertinence de mobiliser à ce moment-là, sous cette forme là. Par exemple, la *Marche du pain et des roses* de 1995, qui a remporté plusieurs victoires sur l'ensemble des revendications posées, a également bénéficié d'un contexte politique très favorable, qui n'était plus présent en 2000, lors de la *Marche mondiale des femmes*. Il faut savoir faire cette analyse avant de se lancer dans la mobilisation pour avoir des attentes réalistes. En 1995, le gouvernement



péquistes au pouvoir ne pouvait ignorer les demandes des femmes, dans la mesure où il avait besoin de leurs appuis pour le référendum qui a suivi quelques mois plus tard. En tant que « partenaires de la souveraineté », la Fédération des Femmes du Québec et ses relations avaient les moyens de créer un rapport de force positif pour obtenir gain de cause. En 2000, un tel contexte n'existait pas et le gouvernement n'a pas accédé aux demandes portées par les femmes québécoises (dont l'augmentation du salaire minimum).

### **Quelle est la boîte à outils disponible pour développer des actions contestataires ?**

Les types d'action de protestation ne sont pas infinis, même si les variantes sont, elles, multiples. La plupart des modes d'action font partie d'un répertoire déjà éprouvé et utilisé par d'autres, ailleurs sur la planète ou dans l'histoire. Le choix d'un mode d'action est déterminant parce qu'il dirige aussi la forme que va prendre la mobilisation et ses possibilités de développement futur. Par exemple, il est beaucoup plus conflictuel de dresser une barricade que d'occuper une place publique, dont la forme même dessine un espace ouvert où on peut circuler librement, sans barrière avec l'extérieur et sans confrontation avec les forces de l'ordre. Lors d'une barricade, il faut organiser la vie à l'intérieur de la barricade, le réapprovisionnement si elle dure longtemps et toute la logistique qui vient avec le fait de « tenir » la barricade.

En même temps, certaines actions, plus conflictuelles, sont aussi plus efficaces sur le plan de l'attention médiatique. Dans les répertoires d'action extrême, la grève de la faim occupe une place particulière, parce qu'elle est souvent mobilisée

par des populations marginalisées. Elle offre un niveau d'efficacité pour ces personnes vulnérables, comme les personnes sans-papier ou les prisonniers, très élevé, surtout si la grève s'organise collectivement. En même temps, une grève de la faim qui ne bénéficie pas de relais médiatique est perdue; il faut donc avoir la capacité de mobiliser les médias pour sa cause si on utilise ce répertoire alors qu'un conflit de travail (occupation d'usine ou autre) peut ne pas avoir d'attention médiatique mais quand même porter ses fruits. Comme on le voit, le choix d'une stratégie est vraiment central et ressemble, par certains aspects, aux choix stratégiques des militaires lorsqu'ils partent en campagne.

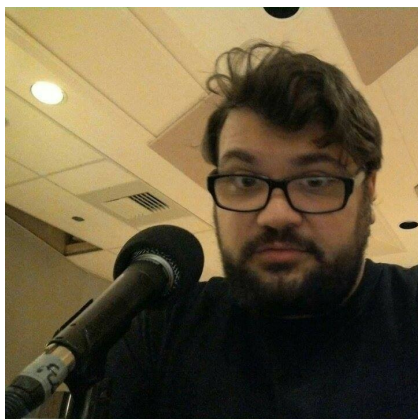
Finalement, la stratégie ou le mode d'action choisie dépend, bien sûr, des objectifs que l'on veut atteindre. Faire une manifestation légale, prévue, annoncée, planifiée, avec un service d'ordre interne, s'apparente à une action de routine qui ne permet pas de faire irruption dans la vie politique ordinaire, à moins que la démonstration de force ne soit très au-delà des attentes. En revanche, elle permet de ritualiser des dates (1<sup>er</sup> mai, par exemple ou 24 juin) et de travailler à la formation des coalitions et des solidarités avec les autres acteurs sociaux. De plus, dans une manifestation classique, il est possible d'inventer des actions qui vont attirer l'attention des médias et faire irruption dans la routine. Par exemple, l'utilisation de marionnettes géantes, de performances artistiques dans un défilé, d'instruments de musique (comme la batucada), peuvent pallier l'aspect de « déjà vu » et attirer l'attention. Néanmoins, un répertoire surutilisé ou trop institutionnalisé peut également perdre de son efficacité au fil du temps. Par exemple, la grève des syndiqués a progressivement perdu de son

pouvoir d'action, au fur et à mesure que son encadrement législatif a augmenté, limitant très fortement le droit de grève et la possibilité même de la faire. À ce sujet, ce serait probablement une très mauvaise stratégie pour le mouvement étudiant de faire reconnaître un droit de grève qui deviendrait normé et dont le contrôle ne serait plus dans les mains des associations étudiantes et de leurs militantes et militants mais dans les mains des institutions universitaires et des instances de justice.

Au final, choisir le mode d'action le plus approprié ne suffit pas à produire automatiquement une mobilisation réussie. Il est souvent central, dans un conflit de longue durée notamment, de soutenir la mobilisation dans le temps. La CLASSE en 2012 a réalisé un très gros travail de mobilisation dans les milieux étudiants pour faire de l'éducation politique, à la lutte mais aussi aux revendications, tout au long du conflit. De même, si rien ne suit, en termes de travail militant, la mobilisation du 21 janvier 2017, les retombées risquent d'être très minces. Ce travail militant quotidien repose sur les organisations qui sont à la base des mouvements, il se fait dans l'ombre, loin des barricades. Mais dans tous les cas, les actions de protestation sont un pilier des démocraties ; elles offrent des avenues d'action politique qu'aucun autre acteur ne peut remplir.

***Pascale Dufour, professeure de science politique, Université de Montréal***

## PLAIDOYER POUR UNE RÉSISTANCE PERPÉTUELLE



Monsieur Adis Simidzija, étudiant à la Maîtrise en littérature à l'UQTR. Monsieur Simidzija est auteur et fondateur de l'organisme à but non lucratif *Des livres et des réfugié-e-s*, qui se donne pour mission de faciliter l'intégration sociale et scolaire d'enfants réfugiés.

*Ne se courber devant aucune autorité, si respectée qu'elle soit ; n'accepter aucun principe, tant qu'il n'est pas établi par la raison.*

*Pierre Kropotkine*

### L'épiphanie du Printemps 2012

Février 2012, la grève étudiante est déclenchée. Personne ne sera en mesure de prédire l'ampleur que le mouvement prendra. Le temps s'est figé, le souffle a pris une pause syndicale, le silence s'est installé. La jeunesse québécoise préparait depuis plusieurs mois, à l'abri des regards, ce qui sera *a posteriori* appelé « Le Printemps érable ». Suite à des mobilisations monstres, le pouvoir a vite fait de comprendre que la vague qui a poussé des centaines de milliers de personnes à expérimenter l'aspect plus direct d'une démocratie était pour durer longtemps.

Le Devoir rapportait cinq ans

plus tard : « le Printemps érable fait économiser 1 465 \$ par an aux étudiants ». Ceci étant dit, un mouvement d'une telle ampleur fait office d'exception. Plusieurs facteurs peuvent expliquer le côté grandiose du Printemps 2012. La structure organisationnelle y est pour beaucoup. Le mouvement était mené par une très large coalition de différentes associations étudiantes ayant une structure bien établie, l'appui de plusieurs collectifs, organisations syndicales et des moyens extraordinaires à leur disposition. De plus, la lutte avait une visée précise : empêcher la hausse des frais de scolarité imposée par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Le côté spectaculaire d'un mouvement d'une telle ampleur fait souvent oublier que quotidiennement des organisations, des collectifs et des individus luttent pour préserver des droits fondamentaux face aux agressions répétées de l'État. Des plus radicaux aux plus conventionnels, ils sont un facteur essentiel pour ramener le pouvoir à l'ordre, ou de l'ordre dans le pouvoir. Leurs moyens varient, leur lutte demeure perpétuelle.

### Malgré la répression, l'action...

Afin d'exemplifier cette occultation de la lutte quotidienne par un événement exceptionnel qui survient une fois l'an, nous pouvons nous appuyer sur le travail effectué par le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) qui organise depuis 21 ans la manifestation du 15 mars en marge de la journée internationale contre la brutalité policière. Cette manifestation est reconnue pour faire appel à des moyens d'ac-

tion plus directs. L'ironie de la situation est qu'elle est aussi la plus réprimée de toutes. Les éditions 2013, 2014 et 2015 ont été tuées dans l'œuf, alors qu'aucun méfait n'avait été recensé. Elles ont même été déclarées illégales quelques jours avant que l'événement ait lieu. Certains manifestants n'ont même pas eu l'occasion de se rendre au point de rencontre, d'autres n'ont même pas eu le temps de mettre le pied dans la rue qu'ils ont été gazés, matraqués et encerclés. En 2015, on pouvait compter près de cinq policiers pour un manifestant, pour soi-disant « sécuriser » le déroulement de la marche qui n'a finalement jamais eu lieu.

Or, malgré la répression subie par les sympathisants et les membres du COBP, ce dernier travaille, à l'ombre des projecteurs, à l'année longue pour que justice soit rendue pour les personnes victimes de violences policières. La mission que le Collectif s'est donnée est noble, mais s'en prendre à l'outil de répression par excellence de l'État n'est pas chose simple.

Alors que toute l'attention est tournée vers le 15 mars chaque année, le Collectif accompagne les personnes victimes de violences policières au quotidien. Il les aide notamment à trouver l'aide psychologique nécessaire, porter plainte et faire le suivi des dossiers déposés en déontologie policière, par exemple. Le COBP fait aussi de l'éducation populaire à travers différents ateliers et conférences. Sur leur site, on peut télécharger gratuitement le pamphlet « Surprise on a des droits ?! » qui vulgarise à perfection les droits des

personnes arrêtées et les devoirs des policiers dans un contexte d'arrestation. Ce pamphlet a été rédigé avec la collaboration des prestigieux avocats Pascal Lescarbeau et Julius Grey. Chaque année le Collectif aide des personnes à se faire justice et réussit à faire condamner des policiers pour leurs abus. C'est un contre-pouvoir essentiel qui démontre qu'un mouvement n'a pas besoin de la sympathie populaire ni des mobilisations monstres pour avoir des gains sur le terrain. Il suffit parfois de faire preuve de résilience.

### La lutte pour le droit fondamental au logement

Parlant de résilience, un des plus beaux exemples de réussite dans sa lutte perpétuelle à la justice sociale se trouve dans le combat que mène le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) pour le droit au logement. Le FRAPRU fut fondé en 1978. C'est aujourd'hui un regroupement « de quelques 160 groupes membres » qui considère que le logement est un « droit fondamental » et « un bien essentiel ». Il affirme aussi que l'État devrait jouer un rôle central en habitation et s'oppose à l'entreprise privée dans la construction de logements. Il propose une démocratisation des enjeux touchant à l'entretien des logements et l'aménagement des quartiers. Il encourage une participation citoyenne dans le développement urbain.

Ce que le FRAPRU et le mouvement étudiant ont en commun, c'est leur structure élargie et la précision de leurs revendications. C'est en grande partie ce qui explique le succès de leurs luttes au fil des années. Plus récemment, le FRAPRU a lancé sa campagne « Le logement, un droit » qui « interpelle les paliers de gouverne-

ment fédéral et québécois sur leurs responsabilités à l'égard du droit au logement ». La campagne a été lancée suite au dévoilement à l'automne 2014 d'une enquête nationale faite par Statistique Canada sur la détérioration de la situation des locataires. Le FRAPRU a diffusé largement cette information en plus d'organiser des manifestations à Québec et Montréal pour dénoncer la situation.

En mai 2015, le FRAPRU, ayant l'appui de plusieurs personnalités publiques québécoises, organise son action la plus audacieuse jusqu'à présent. Suite à une manifestation monstre ayant eu lieu dans les rues de Montréal, il avait décidé d'ériger un campement au centre-ville d'une durée indéterminée. Le maire de Montréal, Denis Coderre et le SPVM ont vite fait de le démanteler. Les deux jours suivants, les 22 et 23 mai, les campements furent érigés dans différents lieux, mais le SPVM réprima encore une fois les personnes participantes. Le lendemain, le FRAPRU mit fin à l'action.

Ce genre d'action est très difficile à mettre en place, encore plus à enraciner dans la durée, mais on ne peut pas dire que cela n'a pas porté fruit. La seule réaction de la ville laisse croire que le FRAPRU a frappé un grand coup et qu'il avait les outils nécessaires pour ébranler le pouvoir mais, encore plus significatif, il a démontré sa capacité exceptionnelle de mobilisation autour de sa cause. Le FRAPRU a poursuivi ses actions d'occupation, visant à certains moments des terrains abandonnés, à d'autres le blocage de banques et de ministères de sorte que ses actions étaient devenues imprévisibles. Cela donne à l'organisme un avantage non négligeable.

En mai 2016, le FRAPRU a décidé lors de son congrès annuel que la campagne « Le logement, un droit » allait se poursuivre pour une troisième année de suite. Des blocages, occupations et manifestations se sont poursuivis. La lutte est loin d'être terminée puisque le gouvernement n'a annoncé pour ses budgets 2015-2016 et 2016-2017 un investissement pour seulement 1500 logements sociaux pour chacune des années financières.

À travers les trois exemples de luttes, menées sur différents fronts, on remarque une constante importante dans l'organisation d'un mouvement social. Il s'avère que, pour être efficace, un mouvement doit avoir une cible précise : la hausse des frais de scolarité pour le Printemps 2012, les violences policières pour le COBP, le logement social pour le FRAPRU. Pour qu'une lutte aboutisse, elle doit être envisagée sur le long terme. Tant qu'il y aura des abus, la résistance sera perpétuelle...

*Adis Simidzija, étudiant à la Maîtrise en littérature à l'UQTR*



## LES MOYENS DE PRESSION SONT-ILS EFFICACES?



Monsieur Marc Benoît, coordonnateur du Regroupement des organismes en éducation populaire autonome de la Mauricie (ROEPAM), dont la mission est de favoriser la transformation sociale pour une plus grande justice sociale par l'éducation populaire autonome

La question de l'efficacité des moyens de pression en est une qui se pose régulièrement lorsque des individus se regroupent et se mobilisent pour faire valoir leurs revendications. Pour atteindre des objectifs, les organismes communautaires, les associations étudiantes ou les syndicats de travailleurs et travailleuses utilisent des outils de mobilisation diversifiés. Parmi les outils les plus populaires, on peut trouver la manifestation, la désobéissance civile, le tractage, l'occupation d'un édifice, l'envoi de lettres et de communiqués ainsi que le débrayage. Néanmoins, par-delà les outils spécifiques qui sont déployés, beaucoup se

demandent - à juste titre - si le jeu en vaut la chandelle et si l'investissement d'efforts considérables dans la mise en place de moyens de pression peut apporter des résultats tangibles. Pour bien apprécier la complexité de cette question et lui donner toute l'attention qu'elle mérite, il est nécessaire de faire un survol historique de quelques périodes charnières de l'histoire du Québec où l'usage de moyens de pression s'est hissé à l'avant-plan de l'actualité.

Pour débiter, prenons l'exemple de la lutte des mouvements féministes du Québec pour l'obtention du droit de vote. Cette cause, menée sur une période d'une cinquantaine d'années par des femmes dévouées, aura affronté des instances gouvernementales et un clergé catholique opposés, voire même ouvertement hostiles, au mouvement des suffragettes. Ce n'est qu'au coût d'efforts continuels et constants que les femmes du Québec obtiendront finalement le droit de vote aux élections. Ainsi, les moyens de pression déployés par les femmes de l'époque pouvaient sembler a priori inefficaces et voués à l'échec, mais il n'en fut rien. Bien au contraire, c'est grâce à leur mobilisation constante que les femmes du Québec d'aujourd'hui ne sont plus reléguées à l'arrière-plan politique et traitées telles des personnes mineures au sens de la loi. Soulignons aussi que les moyens de pression utilisés par le mouvement des suffragettes devinrent une référence pour la cause de tous les droits civiques incluant, par exemple, la lutte pour le droit au mariage des personnes de même sexe.

Voyons ensuite le cas du mouvement syndical au Québec; un mouvement qui est

encore considéré aujourd'hui comme une référence en matière d'usage de moyens de pression. Citons en exemple le Front commun syndical de 1972, où les travailleurs et les travailleuses du secteur public de tout le Québec se sont mobilisés pour faire valoir leurs revendications. Alors que les trois chefs syndicaux défiaient la loi et étaient condamnés à la prison, de larges pans de la société québécoise se mobilisèrent pour démontrer leur appui et leur solidarité envers le milieu syndical. Chose très difficile à imaginer de nos jours, les grévistes occupèrent spontanément plusieurs édifices gouvernementaux, au point tel où certaines villes comme Sept-Îles ou Sorel se trouvèrent *de facto* sous leur contrôle direct. Ainsi, grâce à l'usage de moyens de pression parfois radicaux, les grévistes ont obtenu ce qui semblait inimaginable à l'époque : un revenu minimum de cent dollars par semaine pour les employés du secteur public.

Plus récemment, les événements du fameux « printemps érable » nous ont rappelé qu'il était encore possible au Québec de voir des milliers de personnes, des étudiantes et étudiantes, ainsi que leurs sympathisants, se mobiliser massivement en réaction à une hausse des frais de scolarité qui était perçue comme excessive et injustifiée. Confronté à un gouvernement particulièrement fermé et à une opinion publique parfois très divisée, le mouvement étudiant est resté mobilisé jusqu'aux élections provinciales qui virent le parti au pouvoir sanctionné par les urnes. En ce sens, malgré le bras de fer parfois très dur entre les associations étudiantes et le gouvernement qui était au pouvoir, la hausse prévue des

Aujourd'hui, plus particulièrement depuis les deux dernières années, c'est maintenant au tour du milieu communautaire de s'engager dans l'usage de moyens de pression pour faire entendre ses doléances face au financement anémique de l'État. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer l'efficacité globale de ces moyens de pression, il faut souligner que, comme dans les exemples précédents, le milieu communautaire fait face à une attitude de fermeture de la part du gouvernement en place. Dès lors, le défi du milieu communautaire est double : il doit adapter les moyens de pression à sa réalité et gagner un large appui au sein de la population. Si ces deux éléments clés sont rassemblés et combinés au dynamisme qui anime le milieu communautaire, les moyens de pression déployés auront toutes les chances de porter leurs fruits. De plus, il faut aussi rappeler que - comme dans tous les mouvements sociaux d'envergure - la solidarité entre les organismes communautaires est primordiale pour faire avancer leur cause commune.

Ainsi, après ce bref survol historique, pouvons-nous conclure que l'usage de moyens de pression constitue une technique efficace pour faire valoir des revendications? La réponse pourrait se résumer ainsi : l'efficacité de l'usage des moyens de pression dépend du contexte politique dans lequel ces moyens évoluent, de la capacité à s'organiser efficacement pour atteindre des objectifs clairs et du maintien des

efforts malgré le manque apparent de gains à court ou à moyen terme. Ainsi, comme le proverbe le dit si bien « *qui ne risque rien n'a rien* » et les moyens de pression en sont un exemple particulièrement évident. Si des associations, des syndicats ou des organismes communautaires souhaitent voir leur situation changer, ils se doivent d'être conséquents et de prendre le risque de se mobiliser, car dans le cas inverse, le succès est tout simplement impossible. Alors, bonne mobilisation à toutes et à tous et osons demander, sans retenue ni timidité, ce qui nous semble juste et légitime!

**Marc Benoît, coordonnateur  
du Regroupement des  
organismes en éducation  
populaire autonome de la  
Mauricie (ROEPAM)**

**Pour réagir aux articles ou pour en  
écrire un, contactez-nous cette adresse:**

**[parlabande@cfcmmauricie.org](mailto:parlabande@cfcmmauricie.org)**



**CFCM**

Centre de Formation  
Communautaire de la Mauricie